Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

110-111 | 2007

De l'anthropologie de l'autre à la reconnaissance d'une
autre anthropologie

Une lutte collective « Les enfants de Don Quichotte »

Neuf tentatives de construction narrative

Patrick Gaboriau et Lucas Graeff

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2510>

DOI : 10.4000/jda.2510

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2007

Pagination : 411-427

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Patrick Gaboriau et Lucas Graeff, « Une lutte collective « Les enfants de Don Quichotte » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 110-111 | 2007, mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2510>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Une lutte collective « Les enfants de Don Quichotte »

Neuf tentatives de construction narrative

Patrick Gaboriau et Lucas Graeff

- 1 Parler d'une lutte politique récente, ici celle du mouvement des Enfants de Don Quichotte, c'est prendre un risque, le risque de sortir de la logique de conviction propre à la connaissance pour tomber dans la logique de l'alternative : d'accord/pas d'accord. Concernant les faits récents, fortement médiatisés, nous avons en effet ce qu'il faut appeler par son nom : un « avis », et cet avis n'est pas uniforme parce que nous exerçons le même métier, nous avons les uns et les autres, ethnologues de profession ou hors-statut, des opinions différentes, en parti sociologiquement compréhensibles par la position sociale que nous occupons qui oriente nos choix politiques (position individuelle, par notre histoire ; position dans le domaine qui est le nôtre ; position du champ lui-même dans le cadre plus large des sciences sociales ; position des sciences sociales dans le domaine scientifique ; place de la connaissance dans notre société ; conception plus large du sens de la vie...).
- 2 Dans cette brève réflexion, nous voulons éviter la narration chronologique événementielle et le commentaire narratif général, tout autant que la supposée neutralité axiologique, le commentaire a-politique politiquement situable.
- 3 Le mouvement des Enfants de Don Quichotte dure quatre mois, du 2 décembre 2006 au 6 avril 2007. Il connaît une ampleur médiatique importante, à la fois en France et à l'étranger. Pour les associations caritatives, comme Emmaüs, ATD Quart Monde, le Secours Catholique, ou le Secours Populaire, ce concert médiatique est sans équivalent les concernant, excepté sans doute la popularité nationale de l'abbé Pierre (depuis l'appel de l'hiver 1954).
- 4 Tout d'abord, comment appeler ces événements ? Les journaux parlent d'un « mouvement social », mais la vie sociale n'est-elle pas mouvement par définition ? Parlons plutôt d'une lutte, lutte politique collective, qui se trouve un nom sympathique et « porteur » : les Enfants de Don Quichotte.

1. Une nuit à la rue le long du canal Saint-Martin (extraits du journal de Patrick Gaboriau).

5 Paris, le 23 décembre 2006

Je pars passer une nuit à la rue le long du canal Saint-Martin pour soutenir la lutte. Ai contacté quelques amis en leur disant que j'y allais. Une personne accepte de venir avec moi. Quatre autres refusent prétextant diverses circonstances. Il fait un vent glacial en début de soirée. La nuit s'annonce froide. Nous partons chercher un duvet chez un ami. Une jeune femme nous guide vers notre tente. À deux pas de la passerelle. Nous plaçons un vague tapis de sol. Pas assez isolant. Le mieux est de mettre son duvet sur une palette en bois. Car le froid vient du sol. D'autant plus que le sol est en pierre, avec l'eau du canal à un mètre, qui refroidit encore. 3h du matin. Je me réveille. Dehors il gèle sans doute. Dois prendre mon pardessus et mettre la capuche. Foulard en plus. Début de froid aux pieds, malgré deux paires de chaussettes. Duvet sur la tête, avec une fente au niveau du nez, pour respirer.

6 24 décembre

Il faisait -2 degrés hier. Je reste une partie de la matinée au lit. Me sens fébrile, ai-je attrapé un « coup de froid » ? Voilà ce que j'entends aujourd'hui : On me dit : Il paraît que les campeurs qui viennent passer une nuit sont « tous des bobos » (bourgeois bohème). Je pense : Ai vu peu de « bobos » (pour autant que ce mot ait un sens). Par -2 degrés dehors pendant la nuit, les « bobos » restent chez eux, ou parlent au café à côté, rue de Jemmapes. Les « bobos » préfèrent l'engagement discursif. Pour moi, l'engagement, c'est le terrain.

7 25 décembre, Noël

On me dit : « Il n'y a pas un seul SDF au canal, ce sont des gens qui vont au camping ». Je pense : Autour de notre tente, c'était des gars à la rue. Nous avons échangé quelques mots avec nos voisins, l'un devait être Polonais, deux autres sont arrivés assez tard, près de notre tente, la voix rocailleuse. Je n'ai pas de statistiques, mais au moins la moitié voire les trois quarts des gens doivent vivre là, dans les tentes. Le matin, au réveil, ai parlé avec un jeune étudiant qui campait depuis quinze jours et était transi de froid. Deux voisins du quartier soutiennent le mouvement, un anarchiste peintre en bâtiment qui vit dans une pièce de dix mètres carrés, et une femme écolo, au discours utopiste.

8 26 décembre

Se rendre sur place évite de répéter les arguments inexacts qui se disent. Tout mouvement crée une jalousie. Les associations ont chacune leurs SDF. Le mouvement des Enfants de Don Quichotte est facile à dénigrer. C'est clair : il ne va pas changer radicalement la situation des plus pauvres (qui tient à la structure sociale et à l'organisation socioéconomique dans son ensemble). La lutte est médiatisée : elle fait des jaloux, à commencer par les autres associations caritatives. D'autres mouvements se battent depuis des années, sans grand succès médiatique. Sentiment d'injustice (car l'être humain aime bien être reconnu pour ce qu'il fait).

2. Une entente « naturelle » sur les éléments à débattre

- 9 La lutte des Enfants de Don Quichotte s'organise à partir d'éléments quelque peu originaux (si l'on s'en tient à une conception nationale). Trois éléments sont en effet peu habituels :
 1. En premier lieu, les tentes – ici les personnes sans logis dorment dans des tentes (tentes dont la distribution par Médecin du Monde a commencé une année auparavant, à partir du 21 décembre 2005) et non plus dans des cartons ou du « mousse », comme les clochards. Depuis l'invention du camping, le pauvre habite parfois la tente, habitat en principe estival et temporaire. Dans les bois de Boulogne ou Vincennes se trouvaient quelques campeurs précaires. L'originalité est l'implantation urbaine, sur le trottoir même, et la distribution collective, par une association. Ce mouvement n'est pas entièrement original. Aux États-Unis, il a existé à partir des années 1990 des *tent cities* (notamment à Seattle, Los Angeles, Oakland...).
 2. En second, ces tentes sont rassemblées, sous forme d'un camping urbain, qui ira jusqu'à contenir trois cents tentes environ. Ce rassemblement de personnes sans logis est original. Le plus souvent, les personnes à la rue se dispersent ou forment des groupes restreints. Les Enfants de Don Quichotte demandent le regroupement des personnes sans logis. À plusieurs reprises des appels sont lancés pour demander aux « SDF » de venir les rejoindre. Ce camping du pauvre, tout comme le bidonville, suppose le regroupement.
 3. En troisième, il est demandé aux personnes logées de participer au mouvement, en venant coucher sous les tentes.
- 10 Ces trois éléments sont essentiels dans la considération médiatique du mouvement. Le camping urbain permet une visibilité forte. Ce camping est l'objet d'une lutte. La lutte porte surtout sur le lieu de l'implantation. Cependant les idées nouvelles sont faciles à expliquer, donc médiatiquement porteuses, comme un « concept » commercial simple : des tentes, un campement urbain, la participation de la population.
- 11 À cela s'ajoute, chez les leaders, une connaissance de l'impact médiatique. Le soutien des médias sera passager, donc l'action doit être rapide et marquante. Augustin Legrand, le leader, souhaitait une lutte spectaculaire. À la Bastille, au début du mouvement, il essaie de convaincre la police de laisser les tentes pendant dix minutes, pour que la presse puisse les photographier. Sans succès. L'objectif est l'urgence médiatisée : c'est de provoquer, comme il dit, un « tsunami médiatique ».

3. Le modèle A–B–A

- 12 Le mouvement passe par trois phases successives. D'abord il croît, se développe ; puis, second temps, c'est l'apogée, sous le feu des projecteurs, moment de l'euphorie ; enfin vient le déclin.
- 13 *La croissance.* Cette première phase met en place les enjeux : avant tout des enjeux spatiaux, d'emplacement. La lutte veut rendre le campement visible ; les gouvernants le veulent caché et peu visible. Le 2 décembre 2006, première manifestation. L'installation d'un campement est prévue place de la Concorde. La gendarmerie mobile empêche l'installation. Le groupe se replie place de la Bastille où les CRS empêchent le campement. Le 16 décembre, les tentes s'installent le long du canal Saint-Martin. Le « choix » du canal Saint-Martin est le résultat de rapports de force et de compromis liés

à ces rapports. La place de la Concorde (lieu prestigieux), la place de la Bastille (lieu de grand passage) sont interdits par la force publique. Le canal Saint-Martin, moins visible des touristes, non situé sur un grand axe de la ville, est jugé acceptable pour les deux parties en présence. Jugé suffisamment visible pour le mouvement, suffisamment invisible pour le gouvernement, le lieu est tacitement accepté.

- 14 *L'apogée* de la lutte se situe au début du mois de janvier 2007. Lors de ses vœux, le président de la République souhaite que le logement opposable devienne une réalité pour tous et il charge le gouvernement d'avancer sur le droit au logement. Le 3 janvier, le premier Ministre, Dominique de Villepin, annonce le droit au logement opposable. La question des mal logés est dite « au cœur de la campagne présidentielle » (en fait, elle n'aura été que subalterne). Des politiciens se disent d'accord avec la juste cause de la lutte, notamment Christine Boutin de l'UMP, le mouvement des Verts, divers politiciens de gauche... Le 4 janvier, dès 7h45 du matin, France Inter diffuse en direct du canal Saint-Martin. Le 8 janvier, c'est la victoire proclamée : un plan d'action gouvernemental est annoncé, 27 000 places d'hébergement d'urgence seront créées (qui s'ajoutent au 13 500 existantes sur Paris). « Toute personne accueillie dans un centre d'hébergement d'urgence devra se voir proposer, en fonction de sa situation, une solution pérenne, adaptée et accompagnée si nécessaire, dans le parc public social, dans le parc privé conventionné, dans un CHRS, un CADA, un LogiRelais, une Maison relais ou un hébergement de stabilisation ». Autant dire que les « sans-logis » deviennent de l'histoire passée (nous sommes dans la naïveté utopique). C'est l'euphorie : la victoire en chantant. « SDF : Les Don Quichotte décrochent un plan d'urgence », « Le gouvernement a annoncé lundi la création de 27 000 places d'hébergement durable pour aider à la réinsertion des SDF. Une annonce en forme de victoire finale pour les Enfants de Don Quichotte, qui ont aussitôt annoncé la fin de leur mouvement¹ ». Le 24 janvier, les responsables des Enfants de Don Quichotte rencontrent deux ministres : Jean-Louis Borloo et Catherine Vautrin. Le mouvement devient légitime, et de plus, il légitime les politiciens (car l'accord apparent qu'ils donnent aux revendications laisse penser qu'ils font une « politique sociale »).
- 15 La lettre des Enfants de Don Quichotte du 26 janvier est euphorique : « Une délégation des Enfants de Don Quichotte a obtenu mercredi 24 janvier des engagements décisifs de la part du ministère de la Cohésion sociale et du Logement. Immédiatement, l'État se donne les moyens de garantir la mise à l'abri dans des conditions dignes de tous les sans-domicile de France. À vous, citoyens, nous demandons d'informer dès ce soir les sans-abri qui dorment en bas de chez vous de ces décisions capitales. Nous vous demandons de les convaincre de rejoindre les campements des Enfants de Don Quichotte, et au besoin de les y accompagner. Là-bas, ils seront accueillis par des professionnels, puis mis à l'abri avant de se voir orientés vers une solution convenable d'hébergement ou de logement. Nous vous demandons en outre de redoubler de générosité, et d'apporter duvets, couvertures, nourriture dont auront besoin ces milliers de personnes pendant les quelques heures précédant leur accueil et leur mise à l'abri [...] Nous avons gagné une bataille décisive, celle de l'éveil des consciences, celle du réveil de la puissance publique ».
- 16 Le problème desdits « SDF » est-il définitivement résolu ? Mais, au fait, y a-t-il un accord sur le problème en question ?

- 17 Sur les 269 personnes du campement des Enfants de Don Quichotte à Paris, 122 se voient proposer un hébergement. Selon la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars), 75% ont accepté.
- 18 Augustin Legrand parle d'une « batterie de mesures » et d'« un changement radical dans le système d'urgence ». Durant cette période, la lutte s'étend. Des campement s'installent à Marseille, Aix-en-Provence, Toulouse, Strasbourg, Lille, Orléans, Rennes, Nantes, Bordeaux, Nice... avec chacun leur histoire, leur drame, et leur déclin. 21 février 2007 : les députés adoptent le projet de loi instituant le droit opposable au logement. L'UMP et l'UDF votent « pour », le PCF, le PS et les Verts s'abstiennent. Le texte de Jean-Louis Borloo n'aura pas vraiment fait débat, hormis pour lui reprocher le manque de moyens pour sa mise en œuvre. Le 25 janvier, les Enfants de Don Quichotte lancent un appel pour persuader les sans-abri de rejoindre les campements du canal Saint-Martin, en vue de leur relogement.
- 19 *Le déclin* de la lutte est rapide. Le 4 février, la lettre du mouvement commence ainsi : « Alors que tout autour les regards se détournent et que le silence se fait »... Le 19 février, Augustin Legrand demande la démission de Catherine Vautrin, la ministre déléguée à la Cohésion sociale. Puis, le leader quitte la France. Acteur, il part tourner un film en Afrique du Sud. Le nombre de tentes diminue. De trois cent environ, elles passent à cent cinquante. Les politiciens prennent leurs distances. Le 7 mars, Augustin Legrand, de retour sur le territoire, est molesté devant le ministère de la Cohésion sociale. Selon la police, il tente de franchir un barrage de CRS devant le ministère de la Cohésion sociale où il est attendu. Il est mis à terre et menotté. Ses deux frères, Jean-Baptiste et Joseph sont frappés. Le mouvement s'éteint peu à peu, il perd de l'intérêt politique : la violence de l'État se met en œuvre, sans crainte des retombés médiatiques, puisque la lutte des Enfants de Don Quichotte disposera désormais d'une moindre publicité. Le 16 mars, deux « SDF » meurent, d'une overdose de méthadone, dit-on : un homme « d'une trentaine d'années » et un « jeune » qui vivait en couple avec sa copine. Ils sont au canal Saint-Martin depuis deux mois. Le 6 avril 2007, c'est la fin proclamée du mouvement. Désormais les journaux parlent des « irréductibles ». Ils mentionneront les « débordements ». Un collectif de « bénévoles et de SDF », réuni sous l'appellation « Survivre », veut reprendre le flambeau des Enfants de Don Quichotte. Il prolonge la lutte du canal Saint-Martin. Mais, pour le discours médiatique ambiant, la lutte est close : les suivants utilisent un mauvais « concept » commercial, les médias sont fatigués de l'affaire, le thème paraît usé, l'affaire est passée. Bientôt viendra l'oubli.
- 20 Selon le porte-parole de l'association « Survivre », sur la liste des 280 personnes du campement Don Quichotte, 78 ont obtenu des solutions de relogement provisoires. Seuls 15 logements pérennes et une cinquantaine de places en centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) ont été obtenus.
- 21 Selon le groupe d'intérêt public mandaté par la préfecture de région pour le relogement des SDF, les chiffres sont différents. 44 familles vont accéder à un logement social, et 35 familles, soit 58 personnes vont être relogées. En outre plusieurs dizaines seront logées en CHRS. 146 iront à l'hôtel ou au fort de Nogent. Qui se soucie désormais des chiffres et qui pourra les vérifier ?

4. Les leurres et les tours du pouvoir

- 22 Un ensemble de stratégies sont mises en œuvre pour mener la lutte dans une impasse ou la discréditer. Ces stratégies sont habituelles de la part des pouvoirs en place.
- 23 En premier, le gouvernement propose de loger les « SDF » au fort de Nogent-sur-Marne. C'est la stratégie de l'isolement, du confinement dans des espaces invisibles du public. Rappelons que l'idée de loger les pauvres dans des forteresses n'est pas nouvelle. C'était le cas des dépôts de mendicité au XIX^e siècle.
- 24 En second, le pouvoir s'appuie sur les mécontents. Il se dit respectueux des intérêts réciproques, comme s'il était en position de neutralité et d'arbitre. Les mécontents sont les riverains du canal, qui créent une association, l'Association des riverains du canal Saint-Martin. « Nous dénonçons fortement la surenchère de ce groupe. Devant le préfet ils avaient pris l'engagement de ne plus mettre de tentes », explique leur président, Bertrand Lucas. Le SDF est un campeur indésirable. Les voisins se plaignent du bruit, des bagarres, de la saleté, des déchets.
- 25 En troisième, le gouvernement se dit d'accord avec les revendications. En fait, il en refuse l'idée principale : celle du droit au logement (il la reformule à sa façon pour la rendre sans effet).
- 26 En quatrième, le principe même de la lutte est dit un obstacle à la résolution du problème. La ministre explique que la présence des tentes empêche la sortie de crise. À ma connaissance, ce sont les tentes et leurs habitants qui sont le symbole de la crise même, car sans les tentes, la lutte n'existe plus.

5. Le soutien d'un autre acteur, Jean Rochefort, et l'audience internationale

- 27 Le mouvement est soutenu par nombre de personnes. Mais c'est surtout l'acteur Jean Rochefort qui fait la Une des médias.
- 28 Où sont les intellectuels français ? dira-t-on. Modestement, certains passent une nuit en solidarité.
- 29 Les médias parlent de l'engagement d'un acteur :
 - « Der Französische Schauspieler Jean Rochefort hilft Obdachlosen »².
 - « Jean Rochefort declared his solidarity with the protest ».
 - « La revuelta de Los Hijos de Don Quijote. [...] Los actores Jean Rochefort y Beatrice Dalle se han asomado por el campamento » (El País du 6 janvier 2007).
 - Augustin Legrand est interviewé par les médias étrangers :
 - On nous dit : « Une télé chinoise était là aujourd'hui ».
 - Audience internationale : « Paris – die Stad der Obdachlosen ? ».
 - « Governo francês se curva ao protesto dos sem-teto: Os manifestantes ocupam área em Paris há mais de 15 dias. Jacques Chirac reconheceu o “direito de todos à habitação” e instruiu o governo a estudar medidas » (O Estado de São Paulo du 3 janvier 2007).
 - « Given France's well-funded social services, the homeless problem in the country is relatively mild: The French government statistics bureau estimated the number of people living without a fixed address at 86,000 for all of France in 2004, about equal to the number of homeless in Los Angeles alone » (*Herald Tribune du 1er janvier 2007*).

- 30 Le souci du contraste est du goût des médias : le mouvement mettrait côte à côte les « bien-logés » et les « mal-logés ».
- 31 Popularisée par les médias, la lutte perd de son crédit auprès des associations caritatives. Le directeur de *France Terre d'Asile* parle du « SDF Show » du canal Saint-Martin.

6. L'émergence d'une star

Alors que le mouvement est dirigé par deux frères, Augustin et Jean-Baptiste Legrand, une figure émerge peu à peu, celle d'Augustin. Dans la mise en récit journalistique son nom se dégage. Il devient une star, la « figure de proue ». On me dit : « C'est lui la vedette ». Son physique le rend remarquable : il est dit géant. Avec ses deux mètres zéro deux, il est repérable de loin.

Je demande : Comment je reconnais Augustin ?

Réponse : On peut pas le rater, c'est le plus grand.

Où il est ?

Partout.

- 32 La star ressemble à l'abbé Pierre. Les ressemblances du visage sont soulignées par la presse qui met les deux photos côte à côte. Même visage allongé, même barbe, même expression. Le second serait-il la réincarnation du premier qui meurt le 22 janvier ? Après l'hiver 1954, l'hiver 2007, un demi-siècle plus tard.
- 33 Le 22 janvier, la lettre des Enfants de Don Quichotte (envoyée aux personnes qui signent leur charte) dit : « Merci à l'Abbé Pierre. Le plus bel hommage que nous pouvons lui rendre, tous ensemble, est de continuer son combat contre l'injustice et l'exclusion ».
- 34 Sur l'encyclopédie Wikipédia (disponible sur internet), je lis : Augustin Legrand (né en 1975) est un comédien français et un militant pour le droit au logement, cofondateur de l'association Les Enfants de Don Quichotte. Après une scolarité en pension à Juilly (Seine-et-Marne), Legrand obtient son bac au rattrapage et mène des études de droit, jusqu'à avoir une maîtrise de droit fiscal, tout en multipliant les voyages à l'étranger. Il s'inscrit ensuite au cours Florent pour devenir acteur. Legrand vit à Paris et rencontre des SDF, l'idée de faire un documentaire sur leur vie l'intéresse. Le 23 octobre 2006, avec deux amis, Ronan Dénécé (marié depuis septembre 2006 à la sœur d'Augustin, Amélie Legrand) et Pascal Oumakhlouf, Augustin Legrand quitte son domicile avec pour objectif de « faire la révolution avec les SDF et casser les idées reçues sur les sans-abri ». En décembre 2006, son association incite les « bien-logés » à faire l'expérience de la vie précaire en installant une centaine de tentes au bord du canal Saint-Martin à Paris. Il a laissé en janvier la présidence de l'association à son frère Jean-Baptiste.
- 35 Sur la même encyclopédie, Jean-Baptiste Legrand, qui codirige le mouvement, n'a droit qu'à quelques lignes. C'est le frère de l'autre, le géant charismatique. Je lis :
- Jean-Baptiste Legrand est producteur français de cinéma, président de l'association Les Enfants de Don Quichotte et militant pour le droit au logement. Il a lancé en 2006, avec son frère Augustin Legrand l'association Les Enfants de Don Quichotte, un mouvement de soutien aux sans-abris en France.
- 36 En fait, la lutte n'est pas organisée par une personne. Elle est construite autour d'une famille : c'est une saga familiale. Le mouvement des Enfants de Don Quichotte, c'est

d'abord une aventure familiale. La mère (comédienne de profession) et ses trois fils sont fortement impliqués, Augustin (32 ans), Jean-Baptiste (30 ans), Joseph (21 ans).

- 37 La lutte commence ainsi : Augustin dort six semaines à la rue pour un documentaire tourné par son frère, Jean-Baptiste. Il décide d'agir de façon spectaculaire, pour attirer l'attention sur la misère à la rue. Il est marié avec une géorgienne, Olga, rencontrée autour d'un tournage de film. Ils ont une fille de deux ans, Nastassia. Famille catholique. Augustin est durant quatre années enfant de chœur. Se dit aujourd'hui croyant, sans pratiquer. Il a deux frères et trois sœurs. Ses parents sont divorcés. Son père est artiste-peintre et vit à Madrid. Il vient supporter le mouvement. Sa mère, Armelle Legrand, 50 ans, joue un rôle clé dans la lutte. Elle organise l'intendance, l'approvisionnement des repas apportés par les associations, la gestion des dons, l'entretien des toilettes. Une sœur, Amandine, vit en province (elle a cinq enfants). Amélie, 26 ans (elle est enceinte et doit rester chez elle pour se reposer), dont le mari est solidaire du mouvement. Lucie, 23 ans, travaille dans un emploi-jeune (veut devenir professeure des écoles). Augustin a grandi dans une ferme de Neuville-aux-Bois (près d'Orléans). Logement d'abord sans chauffage. Le père peint (artiste-peintre) à plein temps. Cours Florent à Paris. Il devient comédien. Lors du tournage du documentaire, les conditions de vie des personnes à la rue l'indignent...

7. Chronique du canal Saint-Martin (extraits du journal de terrain de Lucas Graeff)

- 38 2 janvier 2007

Après les fêtes et la pluie, le campement n'est plus aussi propre que les jours précédents. Il y a de la boue un peu partout, et des restes de décorations de Noël, sur les trottoirs et dans le canal. Au moins, il fait un peu moins froid.

Je lis sur le dos d'un arbre : « Les habitants du camp sont responsables du bon fonctionnement et de la propreté des toilettes mises à leur dispo sur le site ». Et à propos des chiens : « Le nettoyage des excréments doit être assuré par le propriétaire ».

Ici, on doit être propre et responsable. Jean-Michel, sans-logis de 41 ans, m'explique : « Il faut faire attention... Après, la nuit, on tourne, y a ceux qui boivent, ceux qui font du bruit, ceux qui tombent dans le canal... Parce que s'il y a l'un d'entre nous qui tombe, qui meurt... Ça y est, c'est fini... ». Qu'est-ce qui est fini ? La lutte collective ? La vie du gars ? L'espoir de vivre demain autrement ?

- 39 6 janvier 2007

Dans le camp, la relation entre les journalistes et les sans-logis n'est pas évidente. Quelques-uns en profitent pour rendre visibles leurs compétences professionnelles, principalement au travers de cartons placés au-dessus des tentes : « Christian, comptable, trilingue, SDF depuis 1998 ». D'autres résument leur situation : « Nabila, handicapée, SDF depuis 10 ans ». Certains en ont marre de la presse. Je commence à parler avec un homme d'environ 40 ans. Il me dit : « Si t'es journaliste, je ne veux pas ». Je réponds : « Je ne suis pas journaliste ». Il me montre alors une photo : on le voit, lui, sur la première page du journal *Le Parisien*, quelques jours avant l'intégration de la Roumanie dans la Communauté Européenne. Ancien sans-papier roumain, il ne voulait pas parler à un journaliste, par peur. Ne pas sous-estimer cela, en France, nombre de gens ne parlent pas, par peur.

- 40 16 janvier 2007

Le lendemain de l'annonce de Dominique de Villepin assurant le droit au logement opposable, je parle à Daniel, 43 ans, et Philippe, 34 ans, deux hommes qui se trouvent dans deux situations différentes : le premier habite dans un hôtel social, il travaille et soutient le mouvement avec l'espoir d'avoir bientôt un logement à lui ; le second n'a ni abri, ni boulot, et il a rejoint le mouvement, « afin de reprendre sa vie ».

Daniel : Bah, oui ! Ils ont offert des logements... Mais quand ? Ce n'est pas dans l'immédiat... Mais bon, ils ont dit aux médias...

Philippe : Ce que je vous dis, c'était du bluff, du bluff... Je connais un mec qui remplit des demandes d'aide au logement depuis des années. Il travaille ! Il travaille ! Et ils disent qu'il doit aller dans un hôtel social ?

Daniel : Et les médias ? Pourquoi ils ne parlent qu'avec Augustin ? Pourquoi ils ne nous écoutent pas ? On ne peut pas attendre tout de lui... C'est à nous aussi...

Philippe : J'ai entendu que les Don Quichotte vont se retirer... Pourquoi ils se retirent ? Nous, nous n'avons rien de concret... Ils ont commencé avec nous, il faut aller jusqu'au bout... Je pense à quitter ma tente dès que tout le monde aura ce dont il a besoin. On veut un toit sur la tête.

Plus tard, à l'Hôpital Saint-Louis, les frères Legrand répondent aux questions posées par les sans-logis.

La première : Et les sans-papiers ? Les gens qui sont en difficulté et qui sont prêts à tout, parce qu'ils sont dans la misère de la misère... Qu'est-ce qu'on fait pour eux ?

Joseph Legrand : Normalement, on reste solidaire. C'est vrai, il y a quatre jours, nous ne nous posions pas cette question... Mais je crois qu'il faut trouver une solution adaptée.

Une autre question, par rapport à l'opportunisme « des gens qui ont appris qu'il y aurait des régularisations. Que faire avec ces gens-là ? ». L'idéal, selon Jean-Baptiste Legrand, serait une action générale. « Et peut-être que le droit au logement opposable va en tenir compte. Mais il y a le principe de la lutte. Ce sont les gens qui sont là depuis le début qui auront la priorité... ». Il souligne : « Il faut faire attention aux gens qui arrivent, parce que sinon on perd de la crédibilité et on risque de laisser passer une opportunité pour ceux qui sont là depuis le début ».

Deux questions dérangeantes : « Bonjour, j'ai un problème. Je n'ai pas de femme. Je n'ai pas de chien non plus. Mais je suis un artiste et j'ai tout un matériel avec lequel il faut que je vive et que je dorme ». Une autre : « Moi, j'ai fait partie des 5% de SDF qui ne veulent pas d'hébergement, qui ne veulent pas de logement. Moi, je veux juste un endroit de temps en temps pour me reposer pendant deux ou trois jours et, franchement, j'aimerais savoir qu'est-ce que vous proposerez pour ça ? ».

La réponse est uniforme : « On va chercher des solutions adaptées ».

41 23 janvier 2007

Le recensement des sans-logis du canal vient d'aboutir. Je rencontre Aznar. Il est sur les lieux depuis le 16 décembre. Je demande : « Alors, depuis le début, quel est le bilan ? » Il dit : « Ca bouge, ça bouge... Hé bien, ça va pas marcher pour tout le monde... Il y a ceux qui ont le problème de l'alcool... Alors, ça c'est un gros problème. Ils boivent tout le temps, le soir, le matin... Des gens comme ça, dans un logement ? Qu'est-ce qu'il va penser le voisin ? Et les malades ? Et les malades, c'est autre chose... Mais il y a des gens qui travaillent ici. Pour eux, ça va marcher vite. Ce sont les classés en premier ». Trois verbes clés : s'organiser, lutter, mériter. Les propres et sobres en premier ; les autres... quand et où ?

8. Le médiateur médiatisé : la mise en bouche d'un discours démocratique

42 Qui dit médias, dit médiateur (au milieu, entre deux). Le 21 juillet 2006, Agnès de Fleurieu, présidente de l'Observatoire national de la pauvreté, est nommée médiatrice

pour tenter de « trouver une solution au problème posé par les tentes de SDF » (tentes distribuées par Médecins du Monde). « Le gouvernement est décidé à mettre un terme à la distribution de tentes aux SDF par Médecins du Monde (MDM), à Paris. « J'ai dit, dès le début, que cette initiative était contre-productive, explique Catherine Vautrin, ministre déléguée à la Cohésion sociale. Les tentes aggravent la sédentarisation des SDF dans la rue. Les fortes chaleurs rendent encore plus urgentes des solutions alternatives » (Le Monde du 26 juillet 2006).

- 43 Parmi les propositions du rapport d'Agnès de Fleurieu, nous apprécions celle-ci : « Affiner les connaissances quantitatives et qualitatives des personnes sans abri à Paris et en Ile de France pour améliorer la palette de solutions d'hébergement d'urgence adaptées » (il est vrai cela fait partie des « mesures à expertiser dans les mois qui viennent »). En attendant d'affiner, attendons donc.
- 44 Cinq mois plus tard, un autre médiateur est nommé (la première médiation est reléguée aux oubliettes). Le médiateur, c'est d'abord quelqu'un de médiatisé dans sa fonction de médiateur. Sa présence, le mot est trompeur, n'est pas celle d'une personne « au milieu ». Le plus souvent il représente un parti, en l'occurrence le gouvernement qui le nomme. C'est le cas d'Arno Klarsfeld, nommé médiateur le 27 décembre 2006, chargé d'une mission sur le droit à l'hébergement pour les « sans-logis » (et candidat de droite dans le XII^e arrondissement pour les législatives de 2007).
- 45 Arno Klarsfeld est-il spécialiste de la question de la pauvreté ? Pas à ma connaissance. Mais c'est sa troisième mission pour le ministère. Il est spécialiste de la médiation. Beau parleur, sa mission est brève. À propos de la charte des Enfants de Don Quichotte, il dit : « Ca me paraît raisonnable et faisable. Ca va dans le sens de ce qu'à proposé Sarkozy ». Qu'a donc proposé Sarkozy ? Parle-t-il de la loi dite pour la sécurité intérieure adoptée le 18 mars 2003 qui pénalise « la mendicité agressive », mettant dans le même sac un ensemble de situations de précarité (racolage passif, sitting dans le hall d'immeuble pouvant désormais être puni : prostituée, délinquant, banlieusard, SDF, tous mis dans le sac de la précarité coupable) ? Non, il parle du discours de Sarkozy. Klarsfeld est d'accord avec l'engagement discursif de ce dernier. Nicolas Sarkozy disait le 18 décembre 2006 : « Je veux, si je suis élu président de la République, que d'ici à deux ans plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir et d'y mourir de froid, parce que le droit à l'hébergement, je vais vous le dire, c'est une obligation humaine³ ». Comptabilisons donc : en mai 2009, il n'y aura plus personne obligée de dormir « à la rue ». Le rêve est de tous les camps, plus ou moins trompeur selon que celui qui l'affirme dispose du pouvoir ou est en situation de dominé.
- 46 Le journal *Le Figaro* précise : « Arno Klarsfeld estime les propositions des Enfants de Don Quichotte raisonnables et faisables « mais pas sur le volet des réquisitions », autrement dit, pas sur le volet essentiel. La stratégie gouvernementale est claire, il s'agit d'accepter l'accessoire, de claironner qu'il y a accord, et de refuser l'essentiel.
- 47 Arno Klarsfeld propose la création de centres d'hébergement « à taille humaine » (*Le Figaro* du 27 décembre 2006). Et la solution apparaît : Humaniser. Humaniser les centres d'accueil de nuit, humaniser les gargotes, humaniser le personnel, humaniser les pauvres. Il suffisait d'y penser. Notre société aura ainsi des pauvres humanisés. Qui restent pauvres certes. Mais humanisés. Nuance.
- 48 Résoudre le problème de la pauvreté en France consisterait-il à nourrir la frange à la rue dans des gargotes, midi et soir, et à occuper les gens en créant des ateliers de rotin,

de guitare électrique, de yoga et de poterie dans des centres humanisés ouverts 24h/24 ? Dans ce cas nous aurions des pauvres dans des dortoirs humanisés, sans logement il est vrai.

9. La charte et puis l'oubli

- 49 Ce jour, le 24 mai 2007, sur le site internet des Enfants de Don Quichotte, 20 717 personnes ont signé la charte dite du canal Saint-Martin.
- 50 « Nous, citoyens et citoyennes, refusons la situation inhumaine que vivent certains d'entre nous, sans domicile fixe. Nous voulons que soit mis fin à ce scandale, à la honte que cela représente pour un pays comme le nôtre ». Suivent six articles dont le premier stipule : « Ouvrir les structures d'hébergement 24h/24, 365 jours par an, et humaniser les conditions d'accueil ». Le second demande la fin du « renvoi à la rue » après l'hébergement et une solution stable. Le troisième, « créer immédiatement une offre de logements temporaires » ; le quatrième, « créer plus de logements sociaux » ; le cinquième, « développer des formes alternatives d'habitat » (par exemple des structures de type pension de famille) ; le sixième et dernier article, « rendre le droit au logement opposable sur tout le territoire ».
- « Tout citoyen ne pouvant pas se loger décemment par ses propres moyens doit pouvoir obtenir une proposition de logement, et à défaut saisir le juge. Les pouvoirs publics doivent avoir une obligation de résultat, comme pour le droit à l'éducation et aux soins. Il est temps de marquer une volonté politique pour prendre cette décision, et mettre en place un calendrier de mise en œuvre ».
- 51 Durant quelques mois, les médias auront parlé des « SDF ». Les « SDF », comme si c'était un groupe, une population, alors qu'il s'agit de gens en situations très variées. Quelques personnes auront été relogées, le problème de fond reste : il tient à l'organisation sociale et politique, il tient à l'économie, à notre conception de l'humain, de l'autre, de l'émigré, du travail...

NOTES

1. <http://www.lexpansion.com/art/134.0.152750.0.html>
2. <http://www.dw-world.de/article/0.2144.2300262.00.html>
3. Voir la vidéo de cette déclaration sur : <http://tfl.lci.fr/infos/elections-2007/0..3371564.00-sarkozy-plus-sdf-dehors-ici-ans-html>

AUTEURS

PATRICK GABORIAU

CNRS – LAU

LUCAS GRAEFF

Université Paris V